

CONFERENCE DES EVEQUES CATHOLIQUES DU BURUNDI

Secrétariat Général

COMMUNIQUE DE LA CONFERENCE DES EVEQUES CATHOLIQUES DU BURUNDI CONCERNANT LE PROJET DE CONSTITUTION ET LE REFERENDUM Y RELATIF

1. Alors que s'ouvre la campagne du référendum constitutionnel, nous, Pasteurs de l'Eglise Catholique qui est au Burundi, en vue d'accomplir notre mission de promouvoir l'union du genre humain avec Dieu ainsi que l'unité, la concorde et la paix entre les hommes eux-mêmes, voudrions exhorter nos frères et sœurs chrétiens ainsi que tous les autres Burundais, à sauvegarder l'unité et la paix.
2. Comme nous l'avons déjà exprimé à d'autres occasions, nous apprécions beaucoup le fait que notre pays ait opté pour la voie démocratique à base de l'Accord d'Arusha. Or comme nous le savons, la démocratie est un processus auquel on s'habitue petit à petit. Nous avons déjà franchi un pas considérable mais malheureusement, comme vous l'avez constaté, depuis l'année 2015, ce processus démocratique est mis à l'épreuve. Un sursaut de conscience s'impose pour que nous reprenions tous à donner la priorité au bien de notre pays.
3. Depuis cette année-là, ceux qui sont au pouvoir et beaucoup de leurs opposants se sont divisés. La division a éclaté au sein de beaucoup de partis politiques, y compris celui qui est au pouvoir, au sein des associations ainsi et au sein des organes dirigeants du pays. Jusqu'à ce jour, aucune solution n'a été trouvée à ce problème puisque les efforts de dialogue qui devaient les rapprocher n'ont pas abouti tous, et c'est dommage car on sait bien que, souvent, la concorde ou la division de la population dépend de la classe politique.
4. A cause de ces divisions et désaccords, les Burundais se sont dispersés : pas mal ont fui le pays y compris des membres de cette classe politique. Il est vrai qu'il y en a qui ont répondu à l'appel des autorités du pays et se sont rapatriés. Mais, à ce que nous constatons, beaucoup sont ceux qui ne sont pas encore rentrés pour des raisons diverses et qui, par conséquent, n'auront pas la possibilité de s'exprimer sur le Projet de Constitution.

5. Mise à part la problématique des réfugiés, beaucoup de citoyens aujourd'hui, même s'ils ne le disent pas tout haut, vivent dans la peur, à tel point que les gens n'osent pas dire ouvertement ce qu'ils pensent par crainte de représailles. Cette peur est causée souvent par le langage, l'attitude et le comportement de certains Burundais qui usent de la violence ou abusent de l'autorité qu'ils détiennent pour opprimer la liberté d'expression et d'opinion de leurs adversaires politiques.
6. Tout cela fait partie de ce qui suscite en nous des inquiétudes en rapport avec l'amendement de la Constitution dans le contexte actuel. De fait, il y a lieu de se demander si les dispositions de l'article 299 de la Constitution qui nous régit actuellement, ont été considérées et suffisamment prises en compte. Cet article stipule principalement qu'aucune procédure de révision ne peut être retenue si elle porte atteinte à l'unité nationale, à la cohésion du peuple burundais ou à la réconciliation. Selon ce que nous constatons, au lieu d'unir les Burundais, le travail qui a été fait et le Projet de Constitution qui en est issu, semblent avoir exacerbé les désaccords. A notre avis, comme nous l'avons déjà exprimé, le moment n'était pas opportun pour amender la Constitution de manière profonde.
7. Mais, étant donné que dans la voie démocratique que notre pays a empruntée, le vote a le dernier mot sur les questions, il ne reste plus qu'à souhaiter que le référendum se fasse dans la paix et dans la liberté et que, sans pression aucune, les Burundais votent librement « OUI » ou « NON ».
8. Ainsi donc, nous, Pasteurs de l'Eglise Catholique, exhortons les Burundais à ne pas céder à la panique. Les élections passent et la vie continue. Quels que seront les résultats, si le « OUI » remporte, nous serons régis par la nouvelle Constitution, si le « NON » remporte, nous garderons celle qui nous régit actuellement. Ce qui importe c'est que les Burundais restent unis, qu'ils se soucient de sauvegarder la paix et qu'ils cherchent à faire progresser la démocratie.

Fait à Bujumbura, le 02 mai 2018

(Signé) Les Evêques de l'Eglise Catholique du Burundi

NB : Ici il s'agit d'une traduction. Le texte original est en kirundi